



Présidentielles 2007

Suite à la consultation des communistes, Marie-George BUFFET est entrée en campagne.

«Il y a urgence» affirmait-elle lors de sa première déclaration que nous publions dans notre dossier.

Lire pages 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 821

11 janvier 2007

prix: 0,70 €



Quand on décide de lutter contre la pauvreté, les expulsions, les coupures d'eau ou d'électricité, ce sont les actes qui dérangent les pouvoirs publics et non les paroles. Ils étaient nombreux, solidaires avec Jean-Louis LE CORRE devant le Tribunal administratif de Nantes.

Lire page 7



L'ensemble de l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique vous adresse tous ses vœux pour cette nouvelle année.

Que 2007 soit une année de progrès, de justice et de paix.

Que l'engagement pour un monde meilleur se traduise dans les faits.

Que les choix que feront les Français soient porteurs d'un avenir meilleur.

www.pcf-44.com
L'info de tous les jours.

L'actualité politique...

EN BREF

Métier : businessman

Il est de ces hommes, dont on sait, que l'opération médiatique est innée en eux. Après rien ne peut nous étonner et pourtant : de là à déclarer que son curseur « est plutôt du côté de SARKOZY », il pousse le bouchon un peu loin l'ami Nanard. Il est vrai que pour Bernard TAPIE une bêtise de plus ou de moins, ça ne compte plus vraiment.

Vocation : apparaître

On le savait prêt à tout cet ancien gauchiste reconverti en bon social démocrate, mais son annonce comme quoi, « Il se verrait bien ministre de la santé de SARKOZY dans le cadre d'un gouvernement d'union populaire... » nous fait froid dans le dos quant aux « véritables valeurs politiques du docteur ». Il avait été affecté de ne pouvoir être candidat lors de la primaire au sein du Parti Socialiste... que voulez-vous ces gens là aiment bien que l'on parle d'eux.

Le pacs des maudits

Finies les querelles des chefs de l'extrême droite française. Sur le dos des libertés de la xénophobie et du racisme LE PEN et MEGRET viennent de se réconcilier en vue des prochaines échéances électorales. Pour le premier cité, un espoir de quelques voix de plus, pour le second, une tentative de résurrection, pour les Français le rappel que le danger de l'extrême droite est toujours d'actualité.



C'est clair

Quand François FILLON, très proche de SARKOZY, parle de l'obligation faite par la loi d'un minimum de logements sociaux dans les communes, le propos a le mérite d'être clair « Quand la loi est stupide, je ne vois pas comment l'appliquer. Je ne vois pas où on pourrait construire des logements sociaux à Neuilly ». Il est vrai que Nicolas SARKOZY préfère, dans le département dont il est le président du Conseil général, payer des amendes plutôt que de respecter la loi.

Voie libre

Il apparaît de plus en plus probable que chef de l'UMP soit le futur candidat de la droite française à l'élection présidentielle. Les soutiens affluent, les doutes de dissidence se dissipent, députés, sénateurs et notables locaux se rangent un par un, parfois contraints et forcés, derrière celui qui postule depuis déjà longtemps à devenir locataire de l'Élysée.

Fin de règne

La marche de manœuvre, face au rouleau compresseur que représente Nicolas Sarkozy, apparaît de plus en plus réduite pour Jacques CHIRAC. Si l'apaisement des relations entre les deux hommes relève de la pacification de façade, les possibilités du chef de l'État pour empêcher son ministre de l'intérieur de lui succéder à la candidature est réduite comme peau de chagrin. Un Conseiller de l'Élysée lui disant même dans une note interne « Vous n'avez aucun espace »...

Point de vue

par Yean-Yves MARTIN



L'annonce de la candidature de Marie-George BUFFET a rendu possible d'entamer cette année électorale 2007 sous de meilleurs auspices, en ce qu'elle permet de sortir de l'impasse où s'étaient fourvoyés les antilibéraux à la fin 2006.

Il devenait en effet urgent de s'extraire d'obscurs débats sans issue prévisible, passant large-

ment à côté des préoccupations réelles de tous les gens qui souffrent au quotidien de la politique de la droite

au pouvoir. Avec les retraits de BESANCENOT en juillet et de BOVÉ en novembre, l'affaire était mal partie. A la fin décembre, on ne pouvait décemment plus se réclamer de la démocratie des collectifs antilibéraux de base, tout en se complaisant, au sommet, dans l'affrontement médiatisé des egos. On était dans une telle confusion,

qu'un choix démocratique majoritaire en venait à être qualifié de « passage en force » ? Par quelle arithmétique étrange, l'introuvable double consensus devait-il faire plus longtemps barrage à la double légitimité majoritaire des votes et des collectifs locaux d'une part et des militants communistes d'autre part, sur la candidature de Marie-George Buffet ? Quant à elle, elle a su, malgré la vigueur des attaques, rester dignement au-dessus de la mêlée, ayant à supporter les provocations, les pétitions et autres appels intempestifs et désobligeants contre sa candidature.

Personne ne peut évidemment s'ériger en champion exclusif de l'antilibéralisme. Même après l'échec final sur un nom dûment estampillé rassemblement antilibéral, il n'en reste pas moins certains acquis : les 125 propositions du programme « Ce que nous voulons », de nombreux collectifs locaux qui veulent et peuvent continuer à agir de manière responsable et constructive, et les propositions de campagne collective de Marie-George BUFFET qui demeurent à saisir.

Rien n'implique donc que sa candidature soit caricaturée comme celle du seul Parti communiste. Elle peut et doit devenir au contraire, celle d'un large rassemblement citoyen et populaire. Nous ne sommes plus en

2002, car l'expérience du NON de 2005 a démontré qu'à la date d'aujourd'hui, il n'y a pas à accorder aux sondages une quelconque valeur prédictive de ce pourrait être son score final, le 22 avril 2007. D'autant qu'avec les ralliements à la candidature socialiste de J-P CHEVÈNEMENT et du PRG (C.TAUBIRA), le sceptre

de la répétition d'un 21 avril s'éloigne également. Et, avec lui, la prétendue contrainte d'un "vote utile" PS au premier tour. Ainsi, entre le social-libéralisme de S.ROYAL et l'extrême-gauche protestataire de LO ou de la LCR, violemment opposée à toute idée de construction majoritaire, il existe plus que jamais un espace politique à conquérir. Ce n'est sans doute pas encore un boulevard, mais d'ici au printemps, avec une campagne dynamique et résolue pour la candidature de Marie-George BUFFET, il ne demande qu'à s'amplifier.

«On pressent que l'année 2007 sera cruciale. Faisons en sorte qu'elle le soit»

C'est tout l'enjeu de l'année à venir

Les chiffres se succèdent et se ressemblent, si l'on observe régulièrement les résultats du CAC 40, il semble que c'est Noël tous les jours pour le grand patronat français et ses actionnaires. Les premières entreprises du CAC 40 disposent de 1 100 milliards d'euros de liquidités et les profits atteignent désormais 10% du PIB si bien qu'en novembre 2006, le CAC

40 a atteint son taux le plus haut en 5 ans. Une période qui correspond étrangement à la durée de mandat du pouvoir de droite depuis les élections de 2002. Les réformes de la protection sociale, les cadeaux fiscaux aux grandes fortunes et bien sûr, les 22 milliards annuels d'exonérations de charges patronales, n'y sont certainement pas, étrangers. Mais pour le MEDEF, il faut aller plus vite et plus loin pour mettre les salariés en concurrence entre eux. 100 000 sans abris et près de 7 millions de pauvres en France, ce n'est visiblement pas suffisant pour satisfaire aux appétits des marchés finan-

ciers et du profit immédiat. Ces chiffres indignes devraient questionner les propositions des candidats pour 2007. Qui possède quoi ? Où vont les richesses et les capitaux ?



Quel rapport de forces entre le capital et le travail ? Comment l'État

peut-il peser pour que l'intérêt de tous l'emporte sur les appétits insatiables des plus puissants ? C'est avec la détermination d'imposer ces questions dans le débat électoral que Marie-George BUFFET est entrée en campagne avec énergie : « Parce que pour garantir des droits réels, un toit, un emploi, un revenu... il faudra un gouvernement porté par la mobilisation populaire qui affronte, affronte les actionnaires, affronte la commission de Bruxelles, affronte le capitalisme mondialisé. » C'est tout l'enjeu de l'année à venir. Les économistes prévoient en 2007, de nouveaux profits record.

De vous à moi...

France Télécom vient de signer un « accord-cadre » avec onze organisations syndicales internationales qui fixe une liste de droits sociaux que l'entreprise s'engage à respecter dans les pays où elle intervient. Et après ça, me direz-vous, il n'y a plus que des mauvaises langues, où des gauchistes de service pour affirmer que « l'ex fleuron de la communication française » ne fait pas dans le social. Pourtant, au gré de l'actualité du monde du travail, on apprend en même temps que l'État, à qui appartenaient La Poste et France Télécom avant leur privatisation, vient d'être condamné pour faute lourde pour avoir bloqué la carrière de fonctionnaires qui avaient choisi en 1990 de garder leur statut public issu de l'entreprise nationale.

C'est ainsi que le social France Télécom n'est en réalité qu'un triste exploiteur qui voulant faire marcher ses employés à la volonté de l'entreprise, n'a pas hésité à briser tout espoir de promotion et d'augmentation de quelque 22 000 agents de l'ex entreprise publique qui voulaient seulement garder leur statut. Pire encore, les employés restés au « statut des PTT » n'avaient plus aucun moyen de recours car la direction de France Télécom avait tout simplement supprimé les commissions administratives paritaires, et supprimait toute possibilité de promotion par concours et par liste d'aptitude.

C'est grâce à une action menée aux Prud'hommes que la justice a enfin été rendue. Bonjour les dégâts Monsieur Quilles, Monsieur Breton et consorts...

Y.C.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...



Adhérez à la charte du Canal Saint-Martin pour l'accès de tous à un logement.

Cadeau de Noël

Thierry BRETON, ministre de l'Économie, a annoncé l'entrée en vigueur du « bouclier fiscal » dès 2007. Les contribuables ayant payé en 2006, un total d'impôt supérieur à 60% de leurs revenus pourront demander à se faire rembourser.

... Pas pour tous

Dérisoire, la revalorisation de l'aide personnalisée au logement (APL) : 1,8% au 1er janvier 2007.

Chiffres de BORLOO

Après une stagnation en octobre, le chômage passe sous la barre des 9%, soit moins 15% en 18 mois, annonce le gouvernement en cette fin d'année.

Chômeurs invisibles

Le collectif les « Autres Chiffres du Chômage » (ACDC) dénonce les cris de victoire gouvernementaux concernant ces baisses. Les chiffres qu'ils livrent n'ont rien de secret, mais ne sont pas retenus par la définition officielle du chômage : ceux des DOM, les demandeurs d'emploi à temps partiel, les plus de 57 ans, les jugés non-immédiatement disponibles.... Conclusion : le chômage se situe à un niveau plus élevé qu'en 2002.

La réforme s'applique

CFDT, CFTC et CGC ont signé l'accord sur l'indemnisation chômage des quelque 100 000 intermittents du spectacle. Il reprend l'essentiel de la réforme controversée de 2003.

L'Union Européenne alertée

Dans un rapport publié en novembre, une agence de l'UE a dénoncé la persistance de discriminations raciales visant notamment les minorités ethniques, surtout les Roms, dans l'UE.

SARKOZY veut du chiffre

Il se vante de son bilan et aligne les chiffres de ses expulsés comme autant de communiqués de victoire. Quand il présente comme un pas en avant la baisse de 2,8% des titres de séjour délivrés sur deux ans. Et ce serait là le sens de son combat, la preuve de sa fermeté et de son efficacité. Ce serait là un sommet de son ambition politique. Dans le même temps, il annonce qu'il voulait faire passer l'immigration de travail de 7% à 50%.

Question de société !

Les violences faites aux femmes ne se résument pas à un problème de santé publique, comme le pointe la loi sur la prévention de la délinquance. L'article 16 de l'actuel projet cantonne les femmes dans le rôle de victimes incapables de décider par elles-mêmes et lui donne comme seule solution, un aspect répressif.

De petits gestes à droite face à une montagne d'inquiétudes

Déremboursements déguisés

Le gouvernement souhaite développer l'automédication. Le rapport commandé par le ministre de la Santé propose de cesser le remboursement



des produits pharmaceutiques qui ne nécessitent pas d'avis médical...5% de médicaments prescrits passant à l'automédication suffiraient pour que la Sécurité sociale réalise 2,5 milliards d'économie. Voici la dernière trouvaille du gouvernement pour compléter la liste déjà longue des mesures d'économie pour la Sécurité sociale. C'est toujours la même logique qui est en œuvre : réduction des coûts par tous les moyens. Nouvelle augmentation du forfait journalier, liste des médicaments déremboursés allongée, diminution de la prescription des arrêts de travail, participent de ce choix aveugle, injuste et inefficace. Leur objectif est de brader le service public hospitalier aux grands groupes des cliniques privées et la protection sociale aux assurances privées. Pour sortir de l'enfermement dans les politiques libérales qui organisent la diminution des financements de la Sécurité sociale, nous proposons d'en finir avec les exonérations des cotisations patronales qui ne créent pas d'emploi, et exigeons le règlement des dettes patronales et de celles de l'État à la Sécurité sociale. Car, c'est bien l'organisation d'une médecine à deux vitesses qui est en route.

Pour SARKOZY : l'argent a toujours raison.

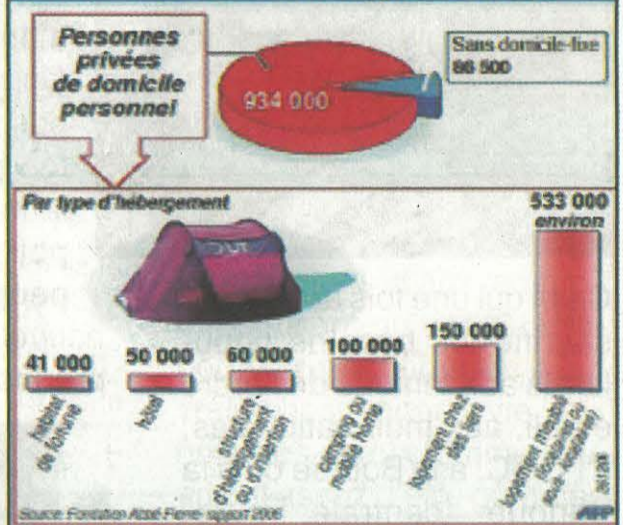
Arrogant avec les pauvres qui habitent les quartiers populaires, il est tout humilité pour qui paie l'ISF. L'approbation spectaculaire du déménagement de Johnny en Suisse révèle le fond de la pensée de l'élu de Neuilly.

Etre à la rue en 2007

La détresse des sans-abri ressurgit avec force dans le débat public français. Après avoir qualifié de « poudre aux yeux » et de « leurre », l'action inédite des Don Quichotte, la ministre déléguée à la cohésion sociale a annoncé des mesures qui loin de faire le compte sont un premier pas. Le second sera sans doute permis par l'intervention de l'avocat des sans-abri, A.KLARSFELD, missionné par SARKOZY, que les parents sans papiers d'enfants scolarisés connaissent bien ! Nous en doutons. Car les raisons de l'enfoncement dans l'exclusion sont clairement économiques et

sociales : d'abord, le surendettement et les licenciements avant les accidents de la vie. Il est d'ailleurs à noter qu'une partie non négligeable des sans-abri qui fréquentent les centres Emmaüs sont désormais des personnes qui travaillent, souvent évidemment dans des conditions de grande précarité. Le PCF dénonce le drame chronique des sans-abri et réclame un plan d'urgence pour le logement en recourant au droit à la réquisition des logements vides, en favorisant la création de maisons d'accueil et en répondant à la demande de logements au loyer abordable pour ces personnes.

France : les mal-logés en 2005



Vivre ensemble

Les « Gens du voyage » peuvent sur bien des points, alors même qu'ils sont Français, être assimilés aux étrangers. Avec un statut dérogatoire au droit commun, une citoyenneté limitée, ils sont fréquemment victimes d'un régime policier répressif et de politiques locales ségrégatives. Ils ont vu se cloîtrer les listes électorales, sans pouvoir s'y inscrire simple-

ment. En effet, un voyageur doit attester de trois années de rattachement à une commune avant toute démarche. Ainsi, il faudra au jeune voyageur détenteur de son carnet de circulation à partir de 16 ans (autre discrimination institutionnelle !) attendre d'avoir 19 ans pour pouvoir voter ! De même, en cas de changement de commune, de nouvelles longues procédures d'accueil sont nécessaires, pour retrouver une carte d'électeur. Alors même qu'une prise de conscience de l'utilité du vote commence à traverser ces popula-

tions, peut-on, en toute bonne foi, véritablement s'étonner que si peu de voyageurs ne soient inscrits ? N'y a-t-il pas là un lien évident, avec la mauvaise volonté des communes à prévoir des aires de stationnement ? A ce jour, une place de stationnement utilisable pour quatre places nécessaires ! Les voyageurs se retrouvent, de fait, contraints à s'installer sur des sites non autorisés, avec toutes les difficultés que ces occupations engendrent. Un amendement du projet de loi dit de prévention de la délinquance, vise d'ailleurs à faciliter et à

durcir les sanctions envers ces stationnements irréguliers. Le voyageur est souvent regardé comme un délinquant potentiel. Ainsi, à quelques jours de Noël, dans notre département, plusieurs familles se sont vues privées du RMI, au motif d'une suspicion de trafics de métaux, alors même que la réalité des faits n'a été ni prouvée, ni jugée ! Il est donc plus que temps de mettre en place les solutions politiques nécessaires au respect des Gens du Voyage et de leur mode de vie.

Martine RITZ

Déclaration d'entrée en campagne de



Celui qui une fois au pouvoir sacrifie les besoins populaires aux tenants de l'ordre établi, aux multinationales, à l'OMC, à la Bourse ou à la Banque centrale européenne. Et celui qui ne vise qu'à contester, à appeler les salariés à lutter sans jamais agir pour leur donner le pouvoir.

Oui, nous voulons proposer ensemble une autre voie à gauche.

Celle du courage et du combat. Parce que, pour que chacun et chacune puisse bien vivre et non survivre, pour garantir des droits réels, un toit, un emploi, un revenu, une école de la réussite, la culture pour tous et toutes, il faudra un gouvernement porté par la

Hommes et femmes de gauche, communistes, socialistes, écologistes, alternatifs, républicains de gauche, toutes celles et ceux qui veulent une gauche populaire, antilibérale, nous nous devons d'entrer en campagne. Le 29 mai 2005, nous avons fait gagner l'Europe du progrès social, de la démocratie et de la paix, contre l'Europe du tout marchand

et de la libre concurrence. Nous nous sommes retrouvés ensuite, toutes et tous ensemble, dans de multiples luttes, face à la droite au pouvoir et l'extrême droite. Les jeunes ont gagné le retrait du CPE.

Après les échecs de la gauche plurielle, avec les hommes et les femmes qui ne voulaient plus subir et qui vou-

laient combattre, nous avons décidé de construire une nouvelle majorité à gauche qui réponde enfin aux attentes populaires. Quel défi formidable ! Mettre fin aux alternances où l'on sort les sortants sans que jamais notre vie s'améliore. Battre la droite durablement. Sortir du choix des renoncements à gauche.

mobilisation populaire qui affronte, affronte les actionnaires, affronte la commission de Bruxelles, affronte le capitalisme mondialisé.

On nous dit que ce n'est pas possible. Et pourtant les peuples d'Amérique latine montrent que l'espoir peut se lever. Notre peuple peut aussi, une nouvelle fois, bousculer les pronostics, comme avec le

jusqu'à présent nous sommes absents. Les hommes et les femmes qui souffrent au quotidien ne savent plus s'ils doivent attendre quelque chose de la politique.

Les garde-fous peuvent sauter ; le populisme avance, l'extrême droite se rassemble. La droite accélère son travail de casse.

Et le rassemblement antilibéral est lui bloqué par un

sation, les femmes qui subissent toutes les violences au quotidien, les hommes et les femmes qui craignent, le 15 mars, la reprise des expulsions locales, ceux et celles qui travaillent et ne peuvent plus joindre les deux bouts, les sans papiers ou sans logement qui vivent dans la peur et le froid, toutes celles et tous ceux qui croient que peut-être on pourrait changer les choses ne peuvent attendre.

Il faut entrer en lutte. Il faut entrer en campagne. Il faut avec celles et ceux qui le veulent ouvrir un nouveau chemin à gauche. Il y a urgence, et nous devons sortir de l'impasse.

Aussi, au nom des hommes et des femmes que je rencontre quotidiennement partout en France, au nom de celles et ceux que je reçois comme élue locale, je prends mes responsabilités.

Aucune candidature ne fait le consensus dans le rassemblement antilibéral. Prenons en acte.



référendum, lors des prochaines élections présidentielles et législatives.

Tout cela est possible. Mais

débat de sommet sur la candidature.

Les salariés menacés de licenciement ou de délocali-

Marie-George BUFFET «Il y urgence.»

Ma candidature a été largement partagée par les collectifs locaux. Prenons en acte.

Je rentre en campagne.

Pas seule, pas pour ma personne ou par intérêt de boutique. J'appelle toutes les composantes de ce rassemblement, mais aussi toutes celles et ceux qui voudraient s'y associer, à construire une campagne collective, respectueuse de toutes les sensibilités. Je rentre en campagne en suspendant mes fonctions de Secrétaire nationale du Parti communiste français, comme je m'y étais engagée. Certaine de l'engagement des militantes et militants communistes, confiante dans leur unité. Je rentre en campagne et j'appelle toutes celles et ceux qui le souhaitent, dans les collectifs locaux, et au-delà, à faire de même pour que se lève une dynamique populaire et citoyenne.

Je rentre en campagne avec vous pour battre la droite et gagner. Et porter vos colères, vos paroles, vos exigences. Pour gagner une sécurité d'emploi et de formation. Pour gagner un toit, un espace pour vivre. Pour gagner des salaires dignes et le temps de vivre. Pour gagner une loi cadre contre les violences faites aux femmes. Pour gagner le droit de vivre ensemble dans la

tranquillité. Pour gagner une protection sociale assurant à chacun et chacune le bien-être. Pour gagner une école qui fasse que chacun et chacune exprime le meilleur de



lui-même.

Bien sûr, les tenants de la pensée unique, nous diront, comme en 2005, que tout cela n'est pas possible.

Et bien moi, je rentre en campagne avec vous pour affronter l'Europe libérale et construire l'Europe du progrès social et de la démocratie, pour faire respecter notre bien commun, les services publics.



Je rentre en campagne pour affronter la tyrannie des actionnaires, des marchés, des banques, et pour rendre, par une réforme de la fiscalité, l'argent utile aux hommes et aux femmes de ce pays.

Je rentre en campagne

pour affronter le silence dans lequel tant d'hommes et de femmes sont réduits, avec une VI^{ème} République qui donne de vrais pouvoirs aux salariés dans l'entreprise, aux citoyens et citoyennes dans la vie publique, et le droit de vote aux résidents étrangers.

Je rentre en campagne

pour affronter les mentalités rétrogrades qui refusent l'égalité entre les hommes et les femmes, qui entretiennent toutes les dominations, les discriminations.



Oui, je rentre en campagne comme féministe.

Je rentre en campagne pour offrir une autre vie à la jeunesse que celle de la précarité et du mal logement.

Je rentre en campagne

pour affronter les logiques productivistes qui détruisent la planète.

Je rentre en campagne

pour affronter tous les fauteurs de guerre, pour promouvoir la paix, le désarmement et une nouvelle organisation du monde ; pour soutenir de grandes causes humanitaires, le droit des enfants. Et pas seulement par souci de justice, de solidarité ou de développement mais parce que nous avons « besoin »



d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe pour résoudre nos propres difficultés et développer une mondialité nouvelle. Oui, rentrons en campagne collectivement. Il y a urgence. **Chaque jour tous mes actes viseront le plus large rassemblement pour aujourd'hui et pour demain.**

Avec ce geste, mon geste, je vise à dépasser les blocages, relancer la dynamique populaire pour que l'espoir revive. En ces temps de fêtes de fin d'année, j'ai envie de lancer un message d'espoir.

Aux hommes et aux femmes qui pensent qu'une gauche populaire antilibérale peut vraiment changer la vie, aux hommes et aux femmes qui en ont assez d'être gommés de la vie publique, aux hommes et aux femmes militantes et militants des collectifs locaux unitaires, aux hommes et aux femmes militantes et militants du Parti communiste français, je veux dire que tous et toutes ensemble nous pourrions tout bousculer. Notre peuple peut gagner.

C'est le sens de mon engagement.

C'est le sens de ma candidature à l'élection présidentielle. »

Marie-George BUFFET
Paris, le 22 décembre 2006



Evènements, culture, idées.

Les médias et l'annonce de la candidature de M-G BUFFET Bref essai d'analyse critique

L'analyse critique de l'expérience du traitement médiatique du NON au Traité Constitutionnel Européen, le 29 mai 2005 [voir ci-contre], doit aujourd'hui nous conduire à envisager à chaud la manière dont les médias ont commencé à aborder l'élection présidentielle de 2007. Ont-ils vraiment tiré les leçons de leurs égarements ?

A l'issue d'une première phase marquée, fin 2006 notamment, par l'échec du processus de désignation d'une candidature des collectifs antilibéraux, il paraît utile de prendre certaine distance critique par rapport à leurs présentations des faits et des réalités.

Une méthode possible consiste à examiner l'épisode tel qu'il a été présenté dans les dépêches quotidiennes des agences telles l'AFP, AP et Reuters, et quelques sites connus de la blogosphère, comme Bellacio ou Agoravox, promus ipso facto sources d'infos malgré leurs débordements défoliatoires, affolant, jusqu'à la nausée, les clichés les plus éculés de l'anticommuniste. Un rapide coup d'œil permet d'y mesurer qu'il ne s'agit pas là d'une vilaine "paranoïa".

Partons donc de ce principe qu'à notre époque de "journalisme paresseux", ce sont bien les dépêches d'agences qui restent à la source de l'essentiel du discours répétitif des flashes d'infos radio (France-Info, RTL), des "20h" télévisuels (TF1, France2), ainsi que l'essentiel du contenu politique de la presse régionale (Ouest-France) et gratuite (20mn). Au départ, le nombre des dépêches sur le sujet n'est pourtant pas si grand. C'est qu'il ne faut pas trop perturber l'agencement déjà fixé d'un affrontement Sarko - Ségo. Sur Yahoo Actualités, le PCF

est ainsi mélangé à l'extrême-gauche, un fourre-tout où il se retrouve mis dans le même panier que LCR et LO, manière d'accentuer une marginalisation preuve de son "déclin". O.Besancenot et A.Laguiller y bénéficient pourtant d'un traitement de faveur : on parle toujours d'eux pour eux-mêmes. Ce n'est pas le cas du PCF, chaque fois confronté, lorsqu'on veut bien parler de lui, soit au PS soit à l'extrême gauche.

Au sein de la gauche antilibérale, les médias ont vite fait leur choix. Dès novembre, Clémentine Autain est ni plus ni moins, avec S.Royal, « l'autre femme de cette présidentielle », alors que Marie-George Buffet est passée sous silence. Le traitement de leurs images est d'ailleurs à l'avenant : si dans le choix des photos C.Autain est toujours à son avantage, M-G Buffet est le plus souvent montrée tendue, crispée, fatiguée.

Les dépêches annonçant son entrée en campagne, le 22 décembre - dont on lira ailleurs les justifications - sont consacrées au moins pour moitié aux réactions et arguments opposés à cette candidature des autres antilibéraux, comme pour en diminuer préalablement l'impact et en contester d'emblée la double légitimité pourtant attestée, dans les collectifs locaux comme au sein du PCF.

Avant même que cette candidature qui « sonne le glas », ne soit rendue publique, l'AFP donne largement la parole à C.Autain pour la commenter. Il est également fait un large écho aux déclarations de mise en garde, de dénégation, d'avertissement des autres antilibéraux :

« Tristes, amers et en colère » après la "terrible" candidature à l'Élysée de Marie-George Buffet, les antilibéraux tentent de sauver leur rassemblement et dénie au numéro un communiste le droit de faire campagne en leur nom »



(AFP). Selon Reuters, « Les chefs de file du mouvement antilibéral avaient auparavant refusé à Marie-George Buffet "d'incarner" ou de "se revendiquer" du processus lancé par plus de 750 organisations et collectifs locaux. ». Comme si M-G Buffet n'était pas elle-même l'un des chefs de file de ce rassemblement. On évoque, à l'occasion, l'obscur principe de "double consensus", mais dont on se garde bien une nouvelle fois de le définir plus clairement, pour de ne pas courir le risque d'en dévoiler l'incongruité. Et d'enfoncer le clou : « Mme Buffet "ne pourra ni incarner ni se revendiquer de l'expérience inédite" des collectifs » (AFP). Dans la foulée on redonne aussi la parole et à O.Besancenot, pourtant candidat depuis le 25 juin pour la LCR ("Avec mes petits bras musclés je vais essayer (...) de faire entendre la voix d'une autre gauche que celle de Ségolène Royal », AFP), et à J.Bové qui s'est retiré lui le 23 novembre (« A partir du moment où nous ne pouvions plus agir de façon collective parce que le PC et la LCR jouaient individuelle-

ment, le patriotisme d'appareil a rapidement repris le dessus ». AFP).

Il faut pas mal chercher pour trouver dans ces dépêches quelques réflexions plus consistantes et pertinentes. Par exemple, celles du politologue Jean-Luc Parodi qui n'a pas été surpris par l'achoppement du mouvement, « condamné dès qu'Olivier Besancenot s'en est éloigné », note-t-il. Un point de vue partagé par le sénateur PS Jean-Luc Mélenchon qui a participé aux collectifs anti-

libéraux, avant de rallier, comme Chevènement, la maison Ségolène. "Il ne faut pas se tromper de responsables", lance-t-il par "honnêteté intellectuelle" à ceux qui imputent l'échec au PCF. "Le rassemblement de « l'autre gauche » a commencé à s'effriter avec le départ de Besancenot et de José Bové". « Je crois particulièrement vain le procès fait au Parti Communiste à ce sujet et à Marie-George Buffet. Il n'est pas vrai que le projet a échoué d'une pièce à cause du PC. Les retraits de Besancenot puis de Bové avaient déjà largement installé le paysage dans lequel le reste du mouvement s'est ensuite dilué. Les pétitions intempestives contre la candidature de Marie-George Buffet ont creusé des plaies inutiles et offensantes (...) A la fin, tout sombrerait dans le dérisoire et par instant même dans le folklore ». Dont acte. Au-delà de cette étape, nous voilà désormais mieux avertis sur le probable comportement des médias pour la suite de la campagne. Non ?

J-Y M

Coup de cœur

Henri Maler et Antoine SCHWARTZ
Médias en campagne
Retours sur le
référendum de 2005

29 mai 2005. Les électeurs se sont prononcés majoritairement contre le Traité constitutionnel européen. Tous ceux qui défendaient le oui sont donc désavoués. Dans cet ouvrage court et incisif, l'association Acrimed (Action-Critique-Médias) se propose de revenir sur le traitement médiatique de la campagne référendaire de 2005. Pendant des mois, les citoyens attentifs et critiques ont pu, jour après jour, observer disproportions et distorsions favorisant le oui.

Rien n'est pourtant venu remettre en question la débâcle des médias dominants. On se disait bien : « C'est sûr : tous les chroniqueurs et éditorialistes, donneurs de leçon à tous vents et spécialistes de l'autocritique des autres, ne vont pas tarder à s'interroger sur leur implication et sur celle des médias qu'ils orientent. »

Les mois ont passé. En guise de bilan proposé par les sommités du journalisme, ceci : non seulement l'échec de leur engagement forcé en faveur de l'adoption du Traité n'aurait pas infirmé l'excellence de leur travail, mais il aurait plutôt confirmé son innocuité. Les médias disposent en outre d'une grande capacité à se faire oublier et à entretenir l'amnésie sur leurs méfaits passés. Le premier objectif du livre est donc de constituer une sorte d'antidote, pour lutter contre l'abus de pouvoir de ces médias "désavoués, mais toujours dominants". Pour en tirer quelques conséquences, y compris pour la campagne désormais engagée pour 2007.

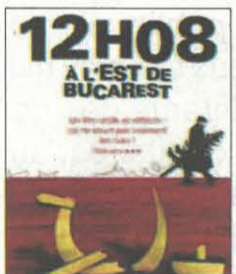
Les trois chapitres du livre s'appuient sur un travail minutieux de collecte des données, dans les médias les plus variés (presse quotidienne nationale ou régionale, magazines, émissions de radio, de télévision, etc.). Tandis que dans le premier chapitre (Vous avez dit "équité" ?) les auteurs rendent visible le caractère inéquitable du débat orchestré par les grands médias, le second chapitre (Vous avez dit "pédagogie" ?) décrypte les procédés de désinformation employés par les journalistes dominants dans leur souci de "pédagogie" à l'encontre d'un peuple réfractaire. Enfin, le troisième chapitre (Vous avez dit "démocratie" ?) est consacré aux réactions suscitées par la victoire du non le 29 mai 2005, avec une hostilité non dissimulée à l'égard de la souveraineté populaire.

Au terme d'une critique sans complaisance et toujours argumentée, qui aboutit à un bilan préoccupant, les auteurs nous interpellent sur la nécessité de lutter pour la défense d'un pluralisme réel dans les médias. Il est en effet urgent que les citoyens, en réaction à un pluralisme tronqué, une propagande masquée et un débat démocratique amputé, fassent de la question des médias une question politique majeure, aujourd'hui décisive.

ACRIMED, Ed. Syllepse, Coll. Arguments et mouvements, novembre 2005, 134 pages, 7 €.



Exposition...



12h08 à l'est de Bucarest

de C. PORUMBOIU

17 ans après, la Révolution roumaine de Noël 1989, suscite encore bien des interrogations. En occident, les médias parlèrent alors de "génocide", de "charniers", de "massacres", de "tortures", de "corps brûlés". Or, le bilan

total officiel des victimes, fut 689 morts et non pas 70 000. À Timisoara, ville du faux charnier, il y aurait eu entre 90 et 147 victimes, mais pas 12 000.

Le film de Corneliu PORUMBOIU, primé à Cannes, prend le parti d'en sourire. Dans une ville paisible à l'est de la capitale, seize ans après, le propriétaire d'une chaîne de télévision locale demande à deux invités d'évoquer leurs instants de gloire révolutionnaire. Le premier est un vieux retraité, l'autre un professeur d'histoire qui peine à éponger ses dettes de boisson. Ensemble, ils parlent du jour où ils ont envahi la mairie au cri de : "A bas CEAUSCESCU !" Mais les télespectateurs, intervenant au téléphone, contredisent ces faits glorieux : en fait, ils étaient en train de se saouler au bar ou de préparer Noël. Un film à l'humour décapant qui parle de révolution avec une impertinence salutaire.

Sortie en salle le 10 janvier 2007.

Lire

Salaires, prix et profits

Karl MARX

Il s'agit d'une réédition du texte d'une conférence prononcée par Marx devant le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs en 1862, qui fut publié en 1865. Il y exprime, d'une manière synthétique et accessible, sa thèse centrale sur la plus-value, qu'il développera ultérieurement dans Le Capital. Dans ce texte célèbre, il livre ainsi les clefs essentielles de son analyse du système d'exploitation du capitalisme.

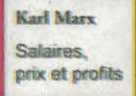
Extrait : « La plus-value, c'est-à-dire la

partie de la valeur totale des marchandises dans laquelle est incorporé le travail ou le travail payé, je l'appelle le profit. Le profit n'est pas empêché en entier par l'entrepreneur capitaliste. Le monopole foncier met le propriétaire en mesure de s'approprier une partie de cette plus-value sous le nom de rente, que la terre soit employée à des fins agricoles, à des bâtiments, à des chemins de fer ou à toute autre fin productive. D'autre part, le fait même que la possession des instruments de travail

donne à l'entrepreneur capitaliste, la possibilité de produire une plus-value, ou, ce qui revient au même, de s'approprier une certaine quantité de travail impayé, ce fait met le possesseur des moyens de travail qui les prête en entier ou en partie à l'entrepreneur capitaliste, en un mot, le capitaliste financier, en mesure de réclamer pour lui-même sous le nom d'intérêt une autre partie de cette plus-value, de sorte qu'il ne reste à l'entrepreneur capitaliste comme tel, que ce qu'on appelle le profit

industriel ou commercial... Rente foncière, intérêt et profit industriel ne sont que des noms différents pour exprimer les différentes parties de la plus-value de la marchandise, autrement dit du travail impayé, incorporé dans celle-ci, et ils ont tous la même source et rien que cette source ».

Une lecture, on le voit, toujours percutante, complétement indispensable et transition du Marx militant révolutionnaire du Manifeste de 1848, au Marx économiste critique du Capital. Un grand classique de la pensée marxiste sur l'exploitation capitaliste, vulgarisée sans être affadie. K.MARX, Salaire, prix et profit, Ed. Le Temps des Cerises, Petite Collection Rouge, 2006, 100 p., 10 €.



près de vous

Droit des migrants Un toit pour chercher un emploi

Jean-Louis LE CORRE a confirmé l'accord du Conseil général pour un accompagnement au logement des réfugiés régularisés. En concertation avec l'Etat, le projet du foyer Saint-Yves va être réalisé prochainement. Ce projet expérimental permettra d'accueillir 10 familles pendant un an afin de leur permettre de réaliser dans de bonnes conditions, un parcours administratif compliqué, qui prend des mois avant d'obtenir des papiers. Sachant leur vie sécurisée, les personnes concernées peuvent accéder plus facilement à un emploi. Par ailleurs, le Conseil général, prendra en charge les visites médicales obligatoires de l'ANAEM (220 € par personne).

Logement

Claude CONSTANT chez BORLOO

L'ANECR et le PCF ont impulsé le Tour de France « Logement : un droit ! » qui a vu un bus faire étape dans quelque 30 villes sur 5 semaines, rencontrer des milliers de personnes, alimenter une campagne de signatures. Claude CONSTANT, membre du Conseil d'administration de Nantes Habitat, faisait partie de la délégation conduite par André CHASSAIGNE, Président de l'ANECR, qui s'est rendu chez Monsieur BORLOO pour remettre les pétitions « bus ». Des critiques ont été portées sur l'ANRU, sur l'insuffisance de construction de logements vraiment sociaux, le coût du logement exorbitant pour les familles, les villes qui ne respectent pas l'obligation de construire pour aller à 20 % de logements sociaux sur leur territoire, la manière dont l'Etat et les entreprises publiques gèrent leur patrimoine foncier, les ventes à la découpe... La campagne continue jusqu'aux troisièmes Etats Généraux pour la création d'un service public national et décentralisé du logement et de l'habitat qui se tiendront le samedi 3 février 2007 à Bobigny.

Nantes

Pourquoi déléguer au privé ?

Au Conseil municipal de Nantes, Raymond LANNUZEL a insisté sur le développement nécessaire du service public local regrettant le choix régulier de délégations au privé au détriment de la régie directe. « L'expérience nous a souvent montré que ces délégations, outre le fait qu'elles dépréciaient le service public, n'étaient pas toujours judicieuses quant aux économies de gestion visées. Nous venons de la vérifier dans le secteur de la gestion du parc informatique où il est apparu plus opportun de créer deux postes au sein de notre collectivité ».

L'activité

■ ADECR

Une force qui compte

Mercredi 20 décembre 2006, l'association des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique a tenu son Assemblée générale à Savenay. Ce fut l'occasion de rappeler combien l'engagement dans les luttes caractérisait aujourd'hui l'action d'élus qui se veulent d'abord et avant tout engagés dans la proximité. La bataille contre le CPE et les manifestations, actions et propositions avancées pour une réforme de la fiscalité locale ont été au centre des échanges. Tout comme le combat mené par le Maire de Saint-Joachim contre le lundi de Pentecôte proclamé abusivement « journée de solidarité » par Raffarin ou les arrêtés anti expulsions pris par le Maire de Trignac pour défendre les familles de sa commune. Les deux maires se retrouvant au tribunal pour avoir mener ces combats pour la justice et la dignité. Les succès enregistrés sur des dossiers importants tels que l'extension du Port autonome sur Donges Est, l'aéroport de Notre Dame des Landes ou l'élan nouveau donné au TER en Loire-Atlantique... montrent que les quelque 140 élus de notre département sont une force de proposition entendue dans les assemblées.



Assainissement individuel

Un longue bataille vient de commencer...

Suivant l'Assemblée générale, un stage de formation avait été organisé autour du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) dont l'Etat (qui sent que le torchon brûle) vient opportunément de se décharger auprès des communes et des intercommunalités. Cette question risque bien, si rien n'est fait, d'endetter un peu plus et pour longtemps, des dizaines de milliers de familles dans notre département. « 5500 foyers sont concernés par la mise aux normes de leur assainissement individuel » indique Roger DAVID, Président de la Commission Eau et Assainissement à la communauté d'agglomération de la région nazairienne et de la Brière. Il reconnaît qu'il est indispensable et urgent de protéger l'en-



vironnement mais n'admet pas que le législateur ait changé les règles du jeu en faisant supporter tout le poids financier des transformations nécessaires aux seuls usagers. « Un tiers des habitations sont aux normes, un tiers devront être adaptées, un tiers seront à remplacer » estime Michel BOUTET, technicien à Saint-Joachim qui note qu'il y a dans notre pays « deux catégories de citoyens : ceux qui sont en assainissement collectif et qui bénéficie d'une aide des collectivités et ceux qui ont un assainissement individuel qui devront tout payer eux-mêmes ». « Les gens devront déboursier entre 5000 et 8000 euros » précise Yannick CHENEAU de Savenay qui sait de quoi il parle puisque, dans sa commune, les contrôles de conformité ont déjà commencé. « Le pire, s'indigne Michel LUCAS de Couëron, c'est que ce sont les familles en difficulté, les retraités qui vont payer le plus car ce sont leurs maisons qui sont les plus modestes qui ne sont pas aux normes. Et dans ce service public qui en vérité est entièrement privé, ce sont les grands groupes qui s'occupent de la gestion de l'eau qui feront les transformations et qui empocheront le pactole ! » Au cours de la soirée, des solutions concrètes ont été énoncées pour sortir de l'impasse : des prêts à taux zéro, une redevance sur le m3 d'eau consommé comme cela se pratique déjà auprès des usagers de l'assainissement collectif, une aide des collectivités, la reconquête d'un véritable service collectif... Une commission de travail a été créée, une longue bataille vient de commencer...

Expulsions

200 à Nantes avec Jean-Louis LE CORRE



Vendredi 22 décembre, de tout le département, on est venu nombreux soutenir le Maire de Trignac. Ce dernier était appelé, à la demande du Préfet de Loire-Atlantique, à comparaître devant les juges du Tribunal administratif pour avoir pris « en plein accord avec le Conseil municipal » un arrêté interdisant les expulsions locatives, les coupures d'eau et d'électricité dans sa commune. Avant lui et pour les mêmes motifs, comparaisait le Maire communiste d'Alonnes. Dans cette commune de la Sarthe, durant l'hiver 2005, une famille privée d'électricité avait péri victime d'un incendie provoqué par des bougies. Critiquant sévèrement la loi qui ne donne aucun moyen concret pour que le droit au logement inscrit dans la Constitution soit autre chose qu'une déclaration d'intention sans effet (il y a 30 000 demandes non satisfaites dans le département), Jean-Louis LE CORRE a souligné que le rôle des élus était « d'user et d'abuser de leur devoir de protection envers leurs concitoyens avec tous les moyens mis à leur disposition ». Alors que le représentant de l'Etat estimait qu'il y avait « abus de pouvoir » de la part de l'élu local, le responsable des politiques de l'Habitat et du Logement au Conseil général et à la Carène, considère quant à lui qu'il est pleinement dans son rôle et dans son droit lorsqu'il porte secours « aux victimes des accidents de la vie ». C'est d'ailleurs parce que des Maires comme lui, ont eu le courage de s'opposer à ces pratiques d'un autre âge que la loi Borloo de cohésion sociale a fini par interdire les coupures d'eau et d'énergie pendant l'hiver. « Mais le combat pour l'égalité, la dignité et la justice doit se poursuivre tout au long de l'année » a réaffirmé Jean-Louis LE CORRE à la sortie sous les acclamations de celles et de ceux pour qui la solidarité ne sera jamais un vain mot. Le jugement sera rendu dans un mois.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



L'année 2007 sera marquée par deux importantes élections dans notre pays. Déjà l'actualité est fortement marquée par ces deux échéances dont nous pensons qu'il est souhaitable de prendre note sur nos agendas.

La première de ces élections est la présidentielle qui se déroulera pour le premier tour le dimanche 22 avril et pour le second quinze jours plus tard soit le dimanche 6 mai.

La seconde concernera les législatives dont le premier tour est fixé au dimanche 10 juin, le second tour sera lui, une semaine plus tard soit le dimanche 17 juin.

Entre ces différents scrutins, la Fête des Nouvelles se tiendra au Parc paysager de Saint-Nazaire, le samedi 26 et le dimanche 27 mai.

Banquet de la Fédération 2007



Palais des congrès
du Loroux-Bottereau
Boulevard du Général De Gaulle

Vendredi 2 février 2007

Avec la
participation
de
**Marie-George
BUFFET**



La réservation des places est impérative auprès de votre section du PCF ou de la Fédération 41 rue des Olivettes à Nantes. Tel 02 40 35 03 00.

Participation financière à la soirée 15 € par personne, payable à la réservation.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



■ Erratum

Une erreur s'est produite dans le tableau des résultats du vote des communistes du 20 décembre concernant la section de Saint-Herblain. Il fallait lire « Inscrits 64 votants 30 soit 46,9 % » Pour le maintien de Marie-George BUFFET » 21 voix soit 70 % « Pour une autre candidature » 7 voix soit 23,3 % Blancs ou nuls 2 soit 6,6 % ».

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs pour cette malencontreuse erreur de transmission des résultats du vote.

■ Un nouveau Secrétaire des Jeunes Communistes sur le département.

Suite à la Conférence départementale des Jeunes Communistes qui s'est tenue dernièrement, Pedro MAIA 28 ans, a été élu Secrétaire départemental en remplacement de Aymeric SEASSAU qui assume de nouvelles tâches.

Nous souhaitons à Pedro tous nos vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.



■ Les lots sont à votre disposition.

Vous avez été nombreux, encore une fois à participer à notre jeu de fin d'année « La vigne et le vin » dont les réponses sont parues dans notre édition du 14 décembre.

Pour tous les gagnants qui ne seraient pas encore venus retirer leur lot, vous pouvez le faire sans tarder. Ils sont à votre disposition à la Fédération du PCF 41 rue des Olivettes 44000 Nantes, durant les heures d'ouverture soit de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.



Ouvrons-la !!

Les 14 15 16 17 décembre s'est tenu à Ivry-sur-Seine (94) le Congrès national des Jeunes Communistes. Ce sont quelque 400 délégués du Mouvement Jeunes Communistes dont 8 de Loire Atlantique, venus de 45 départements différents qui se sont rassemblés à cette occasion afin de discuter et débattre des positions du mouvement. Quatre thématiques, fondamentales dans l'action militante des Jeunes Commu-

nistes, ont été placées au centre de ce congrès : la précarité, la notion du « vivre-ensemble », le savoir et la question internationale.

Au cours des débats, c'est finalement la réflexion sur notre identité communiste qui a pris une place centrale. Qu'est-ce qu'être communiste de nos jours ? Que cela suppose-t-il et implique-t-il en terme de conception du monde, de valeurs, d'idéal et de revendic-

ations ? Les jeunes sont parmi les premières victimes du capitalisme, ils sont frappés par la précarité dans leurs études comme dans leur travail. Ce phénomène s'accroît et les jeunes sont bien décidés à renverser cette tendance en se battant pour une sécurité de l'emploi et de la formation, dispositif central qui garantira une vie digne pour tous. L'éducation de la réussite, le logement pour tous, la santé gratuite, les transports, l'accès à la culture... sont autant de batailles que les jeunes veulent mener. 2007 est pour cela une année char-

nière, les jeunes communistes entendent porter ces exigences au cœur des prochaines campagnes électorales.



Les débats du congrès ont parfois pu prendre un tour un peu trop théorique, trop

« principal », et ceci au détriment d'une réflexion approfondie sur les perspectives politiques concrètes du mouvement.

Ils n'en sont pas pour autant restés stériles. Rapport au travail, au savoir, services

publics, etc... de nombreuses questions ont été soulignées. L'environnement surtout est apparu comme une nouvelle priorité dans laquelle il est nécessaire de s'investir.

A l'issue du congrès, ce sont donc avec des pistes de réflexion nouvelles que les jeunes des différentes fédérations sont retournés dans leurs départements, conscients d'appartenir à un mouvement uni autour des mêmes préoccupations, des mêmes exigences et du même idéal.

Par Delphine LANGLET